



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 33 – 20 août 2021

En bref

Nigéria: le FMI maintient sa prévision de croissance à 2,5% pour 2021 ; le Nigéria recevra 3,35 Mds USD de Droits de Tirage Spéciaux en provenance du FMI ; les flux de capitaux entrants ont chuté de 54% au deuxième trimestre ; le gouvernement valide le décaissement de 1,48 Md USD pour la réhabilitation de deux raffineries.

Ghana: le FMI anticipe une croissance de 4,7% pour 2021 ; présentation du Budget intermédiaire 2021.

Nigéria

Le FMI maintient sa prévision de croissance à 2,5% pour 2021.

[Dans ses dernières Prévisions économiques mondiales, le Fonds monétaire international estime que la croissance du PIB au Nigéria atteindra 2,5% en 2021 puis 2,6% en 2022.](#) Si le premier chiffre est identique aux prévisions d'avril dernier, la prévision pour l'année prochaine a été revue légèrement à la hausse (+0,3%). Le FMI a également maintenu ses prévisions de croissance pour l'Afrique Sub-saharienne à 3,4% en 2021 et 4,1% en 2022 (+0,1% par rapport à la prévision d'avril). Pour leur part, la Banque centrale du Nigéria table sur une

croissance de 3,15% en 2021 alors que le gouvernement anticipe toujours un résultat de 3%.

Le Nigéria recevra 3,35 Mds USD de Droits de Tirage Spéciaux en provenance du FMI.

Le 2 août 2021, le conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international a décidé d'une allocation générale de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) pour un montant total de 650 Mds USD, en vue d'accroître les liquidités disponibles à travers le monde. Cela constituera la plus importante allocation de DTS réalisée par le FMI dans toute son histoire. Cette opération sera mise en œuvre le 23 août prochain et bénéficiera à l'ensemble

LE CHIFFRE À RETENIR

4,7%

C'est la projection de croissance du Ghana en 2021, d'après le FMI

des pays membres du FMI, chaque pays recevant l'équivalent de sa quote-part en DTS. [Ainsi, le Nigéria recevra l'équivalent de 3,35 Mds USD en DTS.](#) Ces derniers seront détenu à la Banque centrale sous forme de réserve. Elle pourra ensuite choisir de les conserver ou des les convertir en réserve de change.

Les flux de capitaux entrants ont chuté de 54% au deuxième trimestre.

[D'après le Bureau National des Statistiques, les flux de capitaux entrants au Nigéria au deuxième trimestre ont reculé à 875,6 MUSD contre 1 905 MUSD au trimestre précédent, enregistrant une baisse de 54% en un trimestre.](#) Les flux de portefeuille ont représenté 63% du total des flux entrants à hauteur de 551 MUSD, suivi par la catégorie « autres investissement » constituée majoritairement de prêts, à hauteur de 246 MUSD soit 28,1 % du total. Les IDE pour leur part n'ont représenté que 8,9% du total des flux entrants, atteignant 78 MUSD sur le trimestre. Le Royaume-Uni demeure la première source des investissements de capitaux au Nigéria, comptant pour 35,4% du total. Le montant des flux de capitaux entrants sur ce trimestre est plus bas encore que ce qui avait été enregistré sur les différents trimestres de l'année 2020, ce qui laisse à penser que le désintérêt des investisseurs étrangers pour le Nigéria se poursuit malgré la sortie de récession.

Le gouvernement valide le décaissement de 1,48 Md USD pour la réhabilitation de deux raffineries.

Annoncé par le Ministre des Ressources pétrolières Timipre Sylva, [le Conseil Exécutif Fédéral \(FEC\) a donné son accord pour réhabiliter les raffineries de Warri et de Kaduna pour un coût de 897 MUSD et 586 MUSD respectivement.](#) Le chantier, octroyé à l'italien Saipem, avancera en trois phases pour une durée totale estimée à 7 ans. D'après le gouvernement, l'objectif est de raffiner suffisamment de pétrole pour répondre à la demande domestique croissante et devenir un hub d'approvisionnement en produits pétroliers. Plus tôt en mars, le FEC avait déjà accordé 1,5 Md USD pour la réhabilitation de la raffinerie de Port Harcourt confiée à l'entreprise italienne Tecnimont SPA. Le gouvernement avait également annoncé participer à hauteur de 20% dans la nouvelle raffinerie de Dangote pour 2,76 Mds USD afin de sécuriser l'approvisionnement pour le marché intérieur. Pour rappel, cette installation située à Lekki aura une capacité de 650 000 barils par jour. Achevée à 80%, elle devrait démarrer sa production d'ici la fin de l'année.

Ghana

Le FMI anticipe une croissance de 4,7% pour 2021.

Le 19 juillet dernier, [les services du Fonds monétaire international ont remis leurs conclusions après leurs consultations au titre de l'article IV de l'institution](#). La croissance du PIB, après être passée de 6,5% en 2019 à 0,4% en 2020 à cause de la pandémie de Covid-19, devrait rebondir à hauteur de 4,7% en 2021 tirée par une bonne saison pour le cacao ainsi que par les activités minières et les services. Le déficit du compte courant devrait s'améliorer cette année également, passant à -2,2% du PIB contre -3,1% en 2020, grâce à la reprise des cours du pétrole. Le FMI estime ainsi que les réserves de change devraient rester stables cette année. Le déficit budgétaire est attendu pour sa part à hauteur de 13,9% du PIB en 2021, en incluant les coûts afférents aux secteurs financier et énergétique. Pour 2022, le Fonds anticipe une croissance encore plus forte à 6,2%.

Présentation du Budget intermédiaire 2021.

[Le ministre des Finances Ken Ofori-Atta a présenté le Budget de mi-exercice pour 2021 au Parlement, le 29 juillet](#). Si les indicateurs macroéconomiques fondamentaux sont bien orientés et conformes au budget initial, l'aggravation du poids de la dette publique demeure préoccupante. Les cibles pour la fin de l'année 2021 restent inchangées et les niveaux de recettes et dépenses stables, avec un ajustement marginal de majoration des recettes induit par un versement du SSNIT (fonds de retraite) au NHIL (assurance maladie) et quelques mouvements entre postes de dépenses et de recettes. L'engagement du Ghana concernant la consolidation fiscale et la discipline budgétaire est renouvelé. Pour autant, le ministre est peu explicite quant à la démarche pour atteindre ces objectifs et n'évoque pas la *Tax Exemption Bill* attendue.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international